manquement aux obligations militaires, ce système prévoit en outre toute une panoplie de sanctions comme la révocation du permis de conduire, l'interdiction de contracter un prêt ou même d'acheter et vendre des biens immobiliers. Et le pouvoir russe continue de serrer la vis. Fin août, le gouvernement a présenté un projet de loi prévoyant des amendes pour les citoyens, fonctionnaires ou entreprises qui ne respecteraient pas les décisions des autorités concernant une éventuelle mobilisation.

DES JEUNES FORCÉS À S'ENRÔLER

Rien ne dit pour autant que Poutine l'annoncera officiellement à la télévision comme en 2022. Pour éviter les protestations, le président russe pourrait opter pour une méthode plus discrète. « N'oublions pas que le premier décret de mobilisation, signé en septembre 2022, n'a jamais formellement pris fin, pointe Vera Grantseva. Poutine n'est donc pas dans l'obligation d'en décréter une nouvelle, puisque la première reste juridiquement active. » Cela laisserait le champ libre aux autorités pour opérer à bas bruit, loin des grands centres urbains.

Des signes avant-coureurs vont, déjà, dans ce sens. En juin, des vidéos ont surgi sur les réseaux sociaux, montrant des policiers et des militaires conduire des raids dans les rues, dans la région de Penza, pour arrêter de jeunes hommes et les forcer à s'enrôler. « Une mobilisation cachée serait l'option la moins risquée politiquement, résume Nigel Gould-Davies. Mais si le Kremlin veut recruter massivement, il ne pourra toutefois pas le faire en toute discrétion indéfiniment. »

En Russie, certains ont décidé de prendre les devants. Au cours de la troisième semaine d'août, plus de 113 000 personnes ont traversé le poste de contrôle de Verkhny Lars, à la frontière russo-géorgienne, pour se réfugier à Tbilissi. Un « flux record », de l'aveu même des douaniers russes. ✶

Scott Anderson

« Washington n'a rien compris à la révolution de 1979 en Iran »

Le journaliste américain raconte comment l'aveuglement de la première puissance mondiale a permis la prise de pouvoir des mollahs.



Bio express

Scott Anderson, 67 ans, est écrivain et journaliste, auteur du best-seller *Lawrence in Arabia*. Correspondant de guerre, il a couvert les principaux conflits contemporains du Moyen-Orient.

Avant de lancer sa guerre contre l'Iran, Donald Trump aurait été inspiré de lire le livre de Scott Anderson. Dans une remarquable fresque historique intitulée *Comment l'Amérique a donné l'Iran aux mollahs* (*King of Kings,* traduction à paraître le 24 septembre aux éditions Saint-Simon), le journaliste américain – finaliste du prix Pulitzer 2026 – retrace les mois qui ont précédé la révolution iranienne. Le 16 janvier 1979, le chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, grand allié des Américains, quitte Téhéran pour ne plus jamais y revenir. Et deux semaines plus tard, l'ayatollah Khomeini y atterrit, porté par des millions d'Iraniens. Entre ces deux dates s'est joué l'un des plus grands échecs diplomatiques de l'histoire des Etats-Unis : Washington, malgré une ambassade géante et l'une des plus importantes antennes de la CIA au monde, n'a rien vu venir. C'est cette mécanique de l'aveuglement, dont les effets résonnent encore aujourd'hui, que ce grand reporter décrypte avec brio.

Votre livre s'ouvre sur la visite d'Etat du chah à Washington en novembre 1977, lorsque des opposants iraniens affrontent des partisans de la monarchie, sous les yeux du président Jimmy Carter et dans un nuage de gaz lacrymogène. Que dit cette scène de la compréhension par les Etats-Unis du contexte iranien ?

Scott Anderson Ce fut les plus graves troubles civils à Washington depuis dix ans, avec plus de 120 blessés. Et personne ne l'avait vu venir, pas plus que les manifestations anti-chah qui éclatent en Iran quelques jours plus tard. Cette scène est symbolique : dès le début, l'administration Carter n'a rien compris à ce à quoi elle avait affaire.

Le même aveuglement concerne Rouhollah Khomeini, pourtant l'un des opposants religieux au chah les plus radicaux. Comment expliquer son absence des télégrammes diplomatiques jusqu'en 1975 ?

A partir de 1964, Khomeini est exilé en Turquie, puis en Irak. Mais ses sermons, enregistrés clandestinement, circulaient déjà en Iran dès la fin des années 1960. Ni l'ambassade américaine ni la CIA n'en avaient connaissance. Cela tient à une ignorance institutionnalisée : le monarque refusait tout contact avec l'opposition et les Américains ont longtemps suivi cette ligne. La CIA, qui disposait pourtant à Téhéran de l'une de ses plus grandes antennes au monde, n'y a jamais mené la moindre activité de renseignement sur le terrain, se contentant de reprendre ce que lui fournissait la Savak, la police politique.

L'Iran a subi des décennies d'ingérence britannique et américaine, notamment le coup d'Etat de 1953 de la CIA contre le Premier ministre Mohammad Mossadegh pour installer le chah. Dans quelle mesure 1979 est-il aussi le produit de cette histoire ?

La révolution islamique est une contre-révolution religieuse mais elle porte une dimension anticoloniale : l'Iran n'a jamais été ➳

CRÉDIT



officiellement colonisé, mais manipulé et humilié par les puissances occidentales, depuis le Grand Jeu au XIXe siècle [NDLR : la rivalité stratégique entre les empires britannique et russe pour le contrôle de l'Asie centrale] jusqu'à l'accaparement du pétrole [dans les années 1950]. Restauré sur son trône par un coup orchestré par la CIA en 1953, le roi était vu comme un pur produit des Etats-Unis – ses propres partisans l'appelaient « le chah américain ». C'est ce statut de pantin qu'il n'a jamais réussi à effacer et qui a fini par causer sa perte.

Pourquoi Nixon et Kissinger ont-ils offert à Mohammad Reza Pahlavi un accès quasi illimité aux armements américains ?
Le chah a cherché à obtenir la reconnaissance américaine en devenant le gendarme régional. Et cet accès aux armes américaines lui est monté à la tête. Il a utilisé les milliards du pétrole pour bâtir la cinquième armée du monde de l'époque. Dès 1975-1976, plus de la moitié des ventes d'armes américaines à l'étranger allaient à l'Iran, où des milliers de conseillers militaires étaient présents. Henry Kissinger, le diplomate le plus respecté de son temps, n'y voyait que du commerce et un rempart contre l'URSS.

↑ Des étudiants iraniens manifestent à Washington, en soutien à l'ayatollah Khomeini, le 9 novembre 1979.

« RESTAURÉ SUR SON TRÔNE PAR LA CIA EN 1953, LE CHAH ÉTAIT VU COMME UN PUR PRODUIT AMÉRICAIN »

Washington a fermé les yeux sur la répression de la Savak, le service de renseignement intérieur, en contradiction avec la volonté de Carter de mettre l'accent sur les droits humains pendant sa présidence. Cela a-t-il nourri la radicalisation qui a fait tomber le chah ?
Je le crois. Ce dernier n'a jamais été aussi répressif qu'un Saddam Hussein en Irak ou que le clan Assad en Syrie mais la Savak était partout, et la paranoïa qu'elle entretenait pesait sur toute la société. Le tyran préférait surtout acheter les gens, via un vaste système de clientélisme : un opposant recevait de l'argent, un ayatollah gênant obtenait une mosquée. C'est précisément ce qui a fait la force de Khomeini : en exil, il ne jouait pas à ce jeu-là de corruption. Il apparaissait « pur », tandis que les autres ayatollahs étaient tous soupçonnés d'être à la solde du régime.

L'un des épisodes les plus frappants racontés dans votre livre est le soulèvement de Tabriz, qui va faire une centaine de morts en février 1978 : des officiers de la CIA découvrent une ville dévastée sans même savoir qu'une insurrection majeure vient de s'y produire…
C'est stupéfiant, car cela fait la une de tous les journaux iraniens. Cela tient à une méconnaissance profonde du pays : sur 300 personnes à l'ambassade, deux au maximum parlaient le farsi. Michael Metrinko, l'un des rares diplomates à maîtriser la langue, avait répété ses avertissements mais il était jugé trop alarmiste. Il finira par être envoyé en « exil diplomatique » en province.

Il y a un autre épisode digne d'un roman d'espionnage : les Américains font acheter au bazar des cassettes des sermons de Khomeini où il évoque son projet… mais ne les écoutent jamais. Ce n'est qu'en 1979, quand les étudiants islamistes prennent l'ambassade, que l'on retrouve ces fameux enregistrements.

Au palais du chah, les ministres étaient reçus séparément, par crainte de toute dissidence. Vous dites que ce système portait en lui les germes de son effondrement : pourquoi ?
Le chah était brillant intellectuellement (même ses ennemis le reconnaissaient) tout en étant faible et indécis, toujours en quête de quelqu'un pour faire le sale travail à sa place. Il était entouré de courtisans qui lui disaient ce qu'il voulait entendre. Si l'inflation atteignait 18 %, ses ministres lui annonçaient 2 % ! Sa personnalité hésitante l'a d'ailleurs paralysé quand tout commençait à s'effondrer. Je raconte la scène où il demande à sa femme de renvoyer son Premier ministre, Amir Abbas Hoveyda, fidèle depuis treize ans et plus tard exécuté par les mollahs. Elle a refusé net. ➳

N. BURSTEIN/EDITIONS SAINT-SIMON - M. S. TRIKOSKO/BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS, WASHINGTON

Quels étaient les liens de la France avec Khomeini et avec le chah ?

Il faut se rappeler que le chah aurait refusé une proposition de Saddam Hussein de faire assassiner Khomeini lorsqu'il était encore en exil en Irak. Et quelques années plus tard, en 1978, lorsque Hussein décide finalement d'expulser Khomeini d'Irak, le monarque n'a pas cherché à empêcher son départ. Khomeini part alors en France, à Neauphle-le-Château. A l'époque, les Iraniens n'avaient pas besoin de visa spécifique pour la France. Paris ne souhaitait pas s'impliquer dans la crise iranienne, mais les intellectuels de gauche nourrissaient alors une réelle fascination pour Khomeini, qui était comparé à Gandhi. Tout le monde l'a sous-estimé.

D'un autre côté, Paris entretenait alors des relations particulièrement étroites avec le régime du chah. Il faut aussi se souvenir que c'est une équipe médicale française qui le soignait en secret pour une leucémie lymphoïde chronique, avec plus d'une trentaine d'allers-retours Paris-Téhéran entre 1974 et 1979. Un point intéressant : les télégrammes déclassifiés de l'ambassade américaine, que j'ai consultés, montrent qu'à un moment Washington ignorait tout de sa maladie. En revanche, difficile de croire que le gouvernement français n'ait rien su de son état.

L'administration Carter était très hésitante face à la révolution iranienne : Washington soutenait encore le chah et son armée, tout en cherchant à établir des contacts avec le camp de Khomeini. Cela a-t-il contribué à précipiter la chute du chah ?

Je le pense. Carter voulait éviter un nouveau coup d'Etat militaire soutenu par les Etats-Unis, envisagé en dernier recours si le gouvernement du Premier ministre Shahpour Bakhtiar tombait. Puis survient un épisode décisif : Carter autorise le chah, gravement malade, à entrer aux Etats-Unis pour se soigner, notamment sous la pression de Kissinger et du banquier David Rockefeller, proche du roi.

Dix jours plus tard, le 4 novembre 1979, des étudiants islamistes prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et retiennent son personnel en otage. Cette crise va durablement empoisonner la présidence Carter. Il ne parviendra pas à faire libérer les otages avant la fin de son mandat et perdra l'élection de 1980 face à Ronald Reagan. La révolution iranienne aura donc non seulement emporté le chah, mais aussi contribué à la chute politique de Carter.



Comment l'Amérique a donné l'Iran aux mollahs, par Scott Anderson. Trad. de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Feydell. Saint-Simon, 456 p., 23,95 €.

Décembre 1979, des étudiants islamistes prennent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et retiennent son personnel en otage.



Les crises actuelles du Moyen-Orient sont-elles les répliques de 1979 ?

Je crois qu'on peut presque tout faire remonter à 1979 : l'obsession de Benyamin Netanyahou, le Premier ministre israélien, pour l'Iran, le début de la déstabilisation du Liban par le Hezbollah, l'influence grandissante iranienne en Irak… Par la suite, la militarisation de l'Iran et ses drones ont changé la donne dans tous les conflits, comme dans la guerre en Ukraine. L'ère des armées omnipotentes est révolue. Le fait que l'Iran puisse maintenant tenir tête militairement aux Etats-Unis et même obtenir une victoire stratégique montre que nous sommes entrés dans une nouvelle époque.

Contrairement aux années 1970, la CIA et le Mossad ne sont plus aveugles sur l'Iran. Pourquoi Trump a-t-il répété certaines erreurs stratégiques ?

Après l'opération réussie contre le président Nicolas Maduro au Venezuela, Trump a cru pouvoir rejouer le même scénario en Iran. Netanyahou, qui poursuit ce dessein depuis vingt-cinq ans, lui a soufflé que le régime allait tomber après les soulèvements de janvier – alors que des dizaines de milliers de personnes venaient d'être massacrées. Trump, dont la cote de popularité chutait, espérait sans doute qu'un bombardement la ferait remonter dans les sondages, comme souvent aux Etats-Unis. Il s'est rapidement retrouvé dans une impasse. Il y a une question à laquelle je n'ai pas la réponse : des voix l'ont-elles mis en garde avant qu'il ne les ignore, ou toute expression critique a-t-elle disparu au sein de l'administration ?

Le prince héritier Reza Pahlavi se présente comme une alternative possible à la République islamique. Vous jugez cette hypothèse illusoire. Que dit-elle de la difficulté occidentale à comprendre l'Iran d'aujourd'hui ?

C'est un exemple parfait de cette incompréhension. Dans le monde entier, certains manifestants ont brandi son portrait, mais il faut se rappeler que 85 % des Iraniens sont nés après la révolution et ne l'ont donc pas connu. Reza Pahlavi est simplement la seule figure d'opposition identifiée à l'étranger. Mais dans la diaspora, on le juge paresseux et peu perspicace. S'associer comme il l'a fait aux Américains et aux Israéliens au moment où ils bombardent son pays n'était pas franchement du meilleur effet. L'ère royaliste est révolue en Iran, et l'avenir ne se fera certainement pas avec lui. Que Washington l'ait considéré comme un dirigeant potentiel montre à quel point l'Occident reste déconnecté de la réalité iranienne. ✶

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES CARRASCO

S. HATAMI/BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS, WASHINGTON